

# Les organisations syndicales régionales peuvent-elles être des passerelles entre le mouvement ouvrier et le mouvement populaire ?

Thomas Collombat<sup>1</sup>

*Professeur agrégé de science politique à l'Université du Québec en Outaouais*

Dans les dernières années, les appels à « renouveler le syndicalisme » se sont multipliés. Quand ils viennent de la gauche, ils cherchent généralement à « repolitiser » un mouvement qu'on considère trop pris dans ses logiques de négociation, engoncé dans un cadre juridique ne correspondant plus aux rapports de force du capitalisme mondialisé, et grippé par une logique bureaucratique nuisible à la démocratie syndicale<sup>2</sup>. La question des alliances avec les autres mouvements sociaux et populaires prend souvent une place importante dans ces réflexions. Le syndicalisme aurait perdu sa place de « moteur » du mouvement social à partir duquel de larges coalitions populaires pourraient se former afin de protéger et conquérir de nouveaux acquis face au capital et à l'État.

L'objectif de cet article est d'amorcer un processus d'historicisation de ces dynamiques et une démarche comparative permettant de nourrir la nécessaire réflexion collective à cet égard. Pour ce faire, nous proposons de nous pencher sur un segment particulier du mouvement ouvrier : les organisations syndicales régionales. Rassemblant les syndicats locaux d'une même région, sans distinction de branches ou de métiers, elles sont le creuset d'une solidarité interprofessionnelle pouvant être un

1 L'auteur remercie Sophie Potvin et Yan Bergeron pour leur travail d'assistantat de recherche.

2 Philippe Boudreau, René Charest, Hubert Forcier et Fanny Theurillat-Cloutier, « Syndicalisme : institution ou mouvement ? », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 19, 2018.